



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense



LA COOPÉRATION DANS LE SAHEL UNE APPROCHE GLOBALE

COOPERATION IN SAHEL:
A GLOBAL APPROACH

Février 2015

275

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Direction
de la coopération
de sécurité et de défense

57, boulevard des Invalides – 75700 Paris
Tél. : 01 43 17 94 24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :
www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Vice-amiral d'escadre Marin Gillier

Rédacteur en chef :

Commandant Caryl Talma

Contributeurs :

Madame Marion Anvoin
Monsieur Sébastien Bergeon
Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez
Madame Catherine Blot
Lieutenant-colonel Florent Hivert
Commandant Jacques Masson
Lieutenant-colonel Christian Piot
Commandant Caryl Talma
Capitaine de frégate Nora Zelazli

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAEDI, Ministère de la Défense, (p.1, 6, 7 et 11) Sergent Jean-Baptiste Tabone - armée de Terre, (p.10) Philippe Guionie pour l'Agence Française de Développement, (p.11) Kabre Paul pour l'Agence Française de Développement, (p.12) Vincent Joguet pour l'Agence Française de Développement, (p.12) Paul Kabré pour l'Agence Française de Développement, (p.18 et 19) Florent Hivert.

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911

Sommaire/Summary

La coopération dans le Sahel : une approche globale

Cooperation in Sahel:
a global approach

03 ÉDITO/ Editorial

04 Interview du représentant spécial
de l'Union européenne (RSUE) pour le Sahel
Interview with EU Special Representative for the Sahel
(EUSR)

05 La communauté internationale au Sahel
The international community in the Sahel

07 Synergie des coopérations
dans la zone sahélo-saharienne
Cooperation agencies working together
in the Sahel-Saharan region

08 Le projet Appui à la coopération
transfrontalière au Sahel (ACTS) :
un continuum entre sécurité et développement
The Sahel Cross-Border Cooperation Assistance
Programme (ACTS): a security-development continuum

14 Les FSP contribuant
à la lutte contre le terrorisme
PSFs helping to fight terrorism

16 La 3^e dimension : une composante essentielle
dans la gestion des espaces transfrontaliers
The 3rd dimension: a key component
of border area management

17 EUPST : une approche sécuritaire
au profit de l'Union Africaine
EUPST: A security approach for the African Union

18 Focus actualité : Lutte contre Ebola,
les moyens structurels déployés
en Guinée Conakry
Rolling back Ebola – structural resources
deployed in Guinea



En décembre 2013, les chefs d'État et de gouvernement se réunissaient à Paris à l'occasion du Sommet de l'Élysée consacré à « la Paix et à la sécurité en Afrique ». Parmi les priorités politiques qu'il a permis de fixer, la lutte contre le terrorisme et les trafics transnationaux dans la zone sahélo-saharienne a été mise en exergue.

Depuis, la montée de la menace terroriste a largement contribué à déstabiliser les pays de la zone et porté atteinte aux populations, cibles privilégiées. Pour faire face à cette menace sécuritaire permanente, les pays africains et des organisations internationales se sont rassemblés autour d'objectifs communs. Le déploiement de l'opération Barkhane a été l'une des réponses apportées par la France pour aider les pays de la bande sahélo-saharienne à lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Le ministère de l'Intérieur s'est également mobilisé via différents programmes conduits par la Direction de la coopération internationale.

Au-delà de cette réponse opérationnelle, il apparaît essentiel d'inscrire l'action de la France dans le temps long. La mise en place par la DCSD de multiples formations au profit des partenaires africains, par le biais notamment des écoles nationales à vocation régionale (ENVR), a permis de donner une dimension structurelle et institutionnelle à la réponse française, avant tout destinée à encourager la coopération sud-sud. La DCSD s'est aussi donnée pour mission de promouvoir des outils de sécurité légitimes et efficaces, et de favoriser le développement dans ces zones dans une approche globale.

C'est dans cette optique qu'a été créé le projet d'Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel (ACTS), dont l'objectif initial est de contribuer à la préservation de la souveraineté des États bénéficiaires – Burkina Faso, Mali et Niger pour commencer – dans leurs espaces frontaliers communs. Autour de la région du Liptako Gourma, des mécanismes de coopération et des actions menées conjointement par les forces de sécurité et les services administratifs impliqués (douanes, justice, services sociaux...) ont ainsi vocation à favoriser le fonctionnement institutionnel dans les pays concernés, tout en permettant de mieux prendre en compte les besoins exprimés par les populations locales.

En cohérence avec les stratégies Sahel des Nations unies, de l'Union européenne et maintenant du G5 Sahel, en coordination avec les États voisins et les organisations régionales impliquées, la DCSD entend rester fidèle à une certaine vision de la coopération, qui repose sur un principe d'appropriation par les futurs bénéficiaires des projets qu'elle contribue à initier, au service du continuum sécurité-développement.

Le vice-amiral d'escadre **Marin Gillier**,
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

In December, 2013, the heads of State and Government met in Paris for the Elysée Summit dedicated to the "Peace and Security in Africa". Among the political priorities that were mentioned, the fight against terrorism and the transnational traffics in the Sahelian region were highlighted.

Since then, the rise of terrorist threat widely contributed to destabilize the countries of the area and harm the civilian population, specifically targeted. To face this ongoing threat on security, African countries and international organizations gathered around common goals. The deployment of the operation Barkhane was one of the answers brought by France to help the countries of the Sahelian region fight against terrorism and organized crime. The Ministry of Interior as well widely contributes indeed to this effort through various programs led by the Direction of the international cooperation.

Beyond this answer it seems essential to conduct the action of France with a long term perspective. The DCSD (Directorate for Security and Defence Cooperation) established different training programs, for the benefit of Africans partners thanks to the regionally oriented national schools (ENVR). Giving a structural and institutional dimension to the French answer, above all intended to encourage the south-south cooperation. The DCSD is also dedicated to promote legitimate and effective tools for security, while encouraging the development in these areas in a global approach.

It is in this framework that was created the Action for Transborder cooperation in Sahel project (ACTS). Its main objective is to maintain and foster the sovereignty of the beneficiary states – Burkina Faso, Mali and Niger within their common border areas. It deals initially with the management of peripheral areas of the region known as Liptako Gourma where the proper running of the institutions is particularly at risk. This is why the ACTS project will focus on the implementation of cooperation mechanisms and joint actions between the security forces and administrative services involved (customs, justice, etc.) of the states concerned, while taking into account the population's needs.

With an approach in line with Sahel strategies of the United Nations, the European Union and now of G5 Sahel, in coordination with the neighboring States and regional organizations, the DCSD intends to remain faithful to a certain vision of the cooperation, which relies on the principle of ownership by the beneficiaries of the project, in favor of the security-development continuum.

INTERVIEW DU REPRESENTANT SPECIAL DE L'UNION EUROPEENNE POUR LE SAHEL (RSUE), L'AMBASSADEUR MICHEL REVEYRAND DE MENTHON, CONCERNANT L'APPROCHE DE L'UE DANS LA BANDE SAHELO-SAHARIENNE

Monsieur l'ambassadeur, la « Stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel », présentée au Conseil en avril 2011, s'est imposée comme l'une des stratégies emblématiques de l'action extérieure de l'UE. Quelle en est l'idée force ?



La sécurisation des frontières est au cœur de la stratégie Sahel de l'UE. Elle concerne 5 pays du Sahel occidental : la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Cette stratégie se propose d'identifier les ancrages qui

permettront de travailler à la fois sur la sécurité, la prospérité et la prévention de la radicalisation. Le plan d'action régional élaboré en décembre dernier est destiné à mettre en œuvre cette stratégie dans une approche globale et pragmatique. À terme, l'objectif est de renforcer la relation politique entre l'Europe et le Maghreb, en particulier sur les questions de sécurité.

Quels sont les liens qu'elle entretient avec les partenaires internationaux ?

Cette stratégie s'appuie tout d'abord sur une coopération étroite avec les pays du G5 Sahel, partenaires privilégiés, mais aussi sur un dialogue politique avec les États du Maghreb, les organisations régionales (CEDEAO, UEMOA) et l'Union africaine, engagée dans le processus de Nouakchott.

Par ailleurs, la multiplicité des initiatives relatives à la gestion des frontières dans le Sahel nous commande de réfléchir d'ores et déjà à la question de la nécessaire coordination internationale.

Comment un projet de coopération tel que le programme Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS) peut-il trouver sa place dans la stratégie globale engagée par l'UE au Sahel ?

Un projet tel que ACTS peut permettre de résoudre en partie l'équation entre sécurité et développement et de faciliter la mise en œuvre du plan d'action Sahel, en posant rapidement des briques concrètes sur le terrain. Cette initiative, coordonnée aux autres existantes, participera tant à la dynamique européenne qu'au besoin de rationalisation internationale dans ce domaine.

INTERVIEW WITH EU SPECIAL REPRESENTATIVE FOR THE SAHEL (EUSR), AMBASSADOR MICHEL REVEYRAND DE MENTHON, ON THE EU'S APPROACH IN THE SAHEL-SAHARAN STRIP.

Mr Ambassador, the EU Strategy for Security and Development in the Sahel presented to the Council of the European Union in April 2011 stands as a flagship EU foreign affairs strategy. What is the key idea behind it?

Border security is the crux of the EU's strategy in the Sahel. It concerns five Western Sahelian countries: Mauritania, Mali, Niger, Burkina Faso and Chad. The strategy is designed to identify the leverage we can use to work on security, prosperity and preventing radicalisation. The regional action plan developed in December will roll out this strategy in a comprehensive, pragmatic approach. The ultimate aim is to power up political relations between Europe and the Maghreb, especially in security matters.

How does the strategy interface with the international partners?

This strategy is based first and foremost on close cooperation with the Sahel G5 countries, which are our lead partners, but also on political dialogue with Maghreb governments, regional organisations (ECOWAS and WAEMU) and the African Union engaged in the Nouakchott process.

In addition, there are so many border management initiatives in the Sahel that we now need to look into the question of their international coordination.

Where does a cooperation project such as the Sahel Cross-Border Cooperation Assistance Programme (ACTS) fit into the comprehensive strategy launched by the EU in the Sahel?

A project such as ACTS can go towards solving the security-development equation and can smooth the way for the implementation of the Sahel action plan by quickly laying sound foundations on the ground. This initiative, coordinated with the other actions underway, will drive up EU momentum in this area and help meet the need for international rationalisation in this area.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU SAHEL

La Stratégie Sahel de la France, dont le mandat est suivi par le SGDSN, se focalise sur la sécurisation des frontières et la prévention de la radicalisation. Elle s'est attachée à obtenir, avec succès, l'engagement de l'UE au Sahel ainsi que le renforcement de l'effectivité de l'exercice de leur souveraineté par les États du Sahel. Dorénavant, elle consacre ses efforts au renforcement des synergies avec les services de l'UE dans la mise en œuvre d'actions.

L'implication de l'UE étant acquise, le Sahel occupe désormais une place importante dans la politique extérieure de l'Union européenne. Sa « Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel », adoptée en 2011, s'est incarnée fin 2014 à travers un plan d'action destiné à la mettre en œuvre dans les différents pays concernés (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad). Les intérêts de l'Europe dans cette région sont multiples et la stratégie européenne intervient sur un spectre qui couvre à la fois le développement, la politique, la sécurité et la prévention de la radicalisation. L'enjeu réside aussi dans le renforcement du dialogue politique entre les pays du Maghreb et l'Europe.

À partir de 2015, la stratégie Sahel de l'UE bénéficiera du 11^e Fonds européen de développement (FED) et d'autres instruments spécifiques, visant à favoriser la stabilité en Afrique de l'Ouest, en particulier la gestion des espaces frontaliers. Cette stratégie constitue un tout nouveau terrain d'expérimentation pour la mise en œuvre de l'approche globale de l'UE particulièrement dans le domaine de la sécurité. Si le Sahel accueille trois missions de la PSDC essentiellement axées sur le renforcement capacitaire des forces de sécurité (EUTM Mali, EUCAP Niger et EUCAP Mali), de nombreux défis subsistent dans la mise en œuvre de l'approche globale sur le terrain. En complément, le programme européen de contre-terrorisme au Sahel (CT Sahel) étend son action sur la Mauritanie, le Mali et le Niger.



Précurseur, cette approche globale a inspiré la Stratégie Sahel de l'ONU et de l'Union africaine, engagée dans le processus de Nouakchott. La stratégie Sahel de l'ONU repose sur 3 piliers : la gouvernance, la sécurité et la résilience. Le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU ou UNCDF) a lancé en 2012 l'Initiative transfrontalière de développement local (LOBI) s'appuyant sur l'expertise et avec le soutien de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT), structure française disposant d'une expertise et d'un réseau transfrontaliers. Ce programme vise à renforcer le cadre de gouvernance national et régional pour la coopération transfrontalière ainsi que la mise en œuvre d'un mécanisme pour le financement d'initiatives locales.

THE INTERNATIONAL COMMUNITY IN THE SAHEL

France's Sahel Strategy, mandated to the Secretariat-General for National Defence and Security (SGDSN), focuses on border security and preventing radicalisation. This strategy has managed to bring the EU on board in the Sahel and secure the more effective exercise of sovereignty by Sahelian States. It is now turning its attention to working more closely on actions with the EU.

With the European Union now on board, the Sahel has become an important strand of EU foreign policy. The EU Strategy for Security and Development in the Sahel adopted in 2011 found expression in late 2014 in the form of an action plan for the implementation of the strategy in the different countries concerned (Mauritania, Mali, Niger, Burkina Faso and Chad). Europe has many interests in the region and the European strategy covers a wide spectrum of aspects including development, politics, security and the prevention of radicalisation. There is also the strategic issue of stepping up political dialogue between the countries of the Maghreb and Europe.



In 2015, the EU's Sahel strategy will receive funds from the 11th European Development Fund (EDF) and other special instruments to advance stability in West Africa with a special focus on improving the management of border regions. This strategy forms a new test ground for the implementation of the EU's comprehensive approach, especially in the area of security. Although three CSDP missions are working in the Sahel, mainly on building security force capacities (EUTM Mali, EUCAP Sahel Niger and EUCAP Sahel Mali), there are still many challenges to be met when it comes to implementing the comprehensive approach on the ground. Alongside this move, the European counter-terrorism programme in the Sahel (CT Sahel) is extending its action to Mauritania, Mali and Niger.

This pioneering comprehensive approach has been held up as a model for the Sahel strategies developed by the UN and the African Union engaged in the Nouakchott process. The UN Integrated Strategy for the Sahel is based on three strategic goals: governance, security and resilience. In 2012, the United Nations Capital Development Fund (UNCDF) launched the Local Cross-Border Initiative (LOBI) drawing on the skills and support of the Cross-Border Operational Mission (MOT), a French structure with cross-border expertise and a cross-border network. This programme is designed to drive forward the national and regional governance framework for cross-border cooperation and to launch a mechanism for funding local initiatives.

La Direction exécutive du comité contre le terrorisme de l'ONU (DECT) a lancé, en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, des initiatives destinées à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme violent au Sahel, et la gestion des frontières (l'initiative Open Borders qui devrait débuter en 2015). Le PNUD s'apprête à démarrer un programme durable et inclusif dans la région de Gao. À ce jour, la stratégie de l'ONUDC est en cours de finalisation dans l'attente de la rédaction de la stratégie de la CEDEAO.



Les nations européennes s'impliquent également. L'Espagne mène, avec l'UE, un projet visant à contribuer au renforcement des capacités dans la gestion des flux migratoires des pays du Sahel et à renforcer la coopération régionale en favorisant les échanges au niveau de la sous-région à la frontière mauritano-malienne. Ce



projet ne prend pas en compte le volet développement. Le Danemark, par l'action du Groupe Danois de Déminage (DDG), a initié en février 2014 un projet relatif à la gestion

des frontières d'un montant de trois millions de dollars sur deux ans. Comme le projet ACTS, il aborde les problématiques sous l'approche des populations frontalières, et prévoit des activités de formation des forces de sécurité. L'Allemagne travaille également sur le programme frontières au Sahel en s'appuyant sur les missions PSDC.

Les Américains ont regroupé les programmes qu'ils avaient dans la zone sous le vocable de « Security Governance Initiative » ; leur programme TSCTP contribue au renforcement capacitaire et à la formation dans le domaine du contre-terrorisme ; les aspects développement sont majoritairement traités par USAID.

Avec le projet ACTS, la DCSD entend prendre une part active à l'amélioration des programmes européens en aidant à l'identification d'actions concrètes, mais aussi en insistant sur la dimension développement et la coordination des acteurs. L'Autorité du Liptako Gourma est le partenaire direct du projet ACTS. Son champ d'action était jusqu'alors limité au domaine du développement sur la région du Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger). Le G5 Sahel sera un partenaire privilégié ; d'autres comme le Tchad ou la Mauritanie, ou encore l'Algérie, le Maroc seront informés dès le démarrage du projet, en perspective d'une participation active ultérieure.

Les synergies et les complémentarités envisageables entre la France et les autres acteurs sont nombreuses (formations conjointes, partage d'expertise, cofinancement d'actions, ou tout simplement coordination) ; elles seront à étudier au cas par cas. Les partenaires techniques et financiers présents (UE, ONU, USA, JAPON) sont tenus informés de la mise en œuvre et de l'état d'avancement du projet dans une complète transparence.

The Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED) has launched initiatives to counter terrorism and violent extremism in the Sahel and to manage the region's borders (Open Borders scheduled to get underway in 2015) in cooperation with the United Nations Development Fund (UNDP) and the United Nations Counter-Terrorism Implementation Task Force (CTITF). The UNDP is gearing up to launch an inclusive and sustainable development programme in the Gao region. UNODC is finalising its strategy pending the ECOWAS strategy.

European countries are also getting involved. Spain is conducting a project with the EU to help build migratory flow management capacities in the Sahelian countries and to step up regional cooperation by promoting trade in the Mauritania-Mali border sub-region. This project does not cover development. In February 2014, Denmark's Danish Demining Group (DDG) embarked upon a \$3 million two-year border security and management project which, like ACTS, addresses the issues with a focus on border populations and training for the security forces. Germany is also working on the border programme in the Sahel underpinned by the CSDP missions.

The Americans have consolidated all their programmes in the area under the heading of the Security Governance Initiative. Their Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP) is working on counter-terrorism capacity building and training. The development aspect is handled mainly by USAID.

With the ACTS project, the Directorate for Security and Defence Cooperation (DCSD) is set to proactively take the European programmes to the next level by helping to define concrete actions and focusing on development and player coordination. Liptako Gourma Authority is the ACTS project's direct partner. It will extend a field of action hitherto restricted to development in the Liptako Gourma region (Burkina Faso, Mali and Niger). The Sahel G5 will be a lead partner. Countries such as Chad and Mauritania, and possibly Algeria and Morocco, will be informed as of project launch in a move to bring them actively on board.

There are many synergies and complementarities to be found between France and the other players (joint training, shared expertise, cofinancing of actions and quite simply coordination). These will be considered on a case-by-case basis. The technical and financial partners working in the region (EU, UN, USA and Japan) are being kept informed of the project's implementation and progress in total transparency.



SYNERGIE DES DIFFÉRENTES COOPÉRATIONS DANS LA ZONE SAHELO-SAHARIENNE

Une coopération opérationnelle comme réponse immédiate

Face aux menaces sécuritaires concentrées dans la zone sahélienne, la France a engagé un soutien important à l'architecture de paix et de sécurité en Afrique (APSA) et à la lutte contre le terrorisme et les grands trafics dans la bande sahélo-saharienne (BSS). Pour répondre à ces enjeux, la France met en œuvre des formes complémentaires de coopération dans les domaines de la défense et de la sécurité intérieure.

La coopération opérationnelle, conduite par le ministère de la Défense, se traduit particulièrement par l'opération Barkhane à des fins opérationnelles immédiates et des éléments français au Sénégal qui organisent des détachements d'instruction opérationnelle au profit des contingents africains.

Une coopération structurelle pour s'approprier des capacités de défense et de sécurité

Parallèlement, la DCSD du ministère des Affaires étrangères et du Développement international aide les pays partenaires à structurer leurs outils de défense et de sécurité : dans l'ensemble de la BSS, 64 coopérateurs militaires et 27 experts policiers ont pour mission de conseiller les autorités et de former les cadres. La formation est au cœur du dispositif de la coopération structurelle, notamment à travers l'enseignement dispensé dans les 15 Écoles nationales à vocation régionales, initiées depuis une quinzaine d'années par la DCSD.

L'ensemble de ces projets de formation et d'expertise, représentant plus de 19 millions d'euros en 2014 pour cette région, est complété par des dispositifs bilatéraux et multilatéraux. Les fonds de solidarité prioritaires (FSP) engagés sur 3 ans dans les pays du Sahel représentent un engagement financier de plus de 2 millions d'euros, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, le Canada a confié à la DCSD l'emploi de 1,5 million d'euros en vue de fournir au Mali et à la Mauritanie des moyens de mobilité terrestre. Cette démarche souligne tout l'intérêt des pays tiers pour la politique de coopération engagée par la DCSD dans cette région du continent africain.

COOPERATION AGENCIES WORKING TOGETHER IN THE SAHEL-SAHARAN REGION

Operational cooperation as an immediate response

France is providing extensive support to the African Peace and Security Architecture (APSA) and action to counter terrorism and trafficking in the Sahel-Saharan strip in a move to address the security threats concentrated in the Sahelian region. France is working on complementary forms of cooperation in defence and domestic security to respond to these challenges.



Operational cooperation by the Ministry of Defence comes mainly in the form of the Barkhane operation with immediate operational targets and French elements in Senegal organising operational training postings for African contingents.

Structural cooperation for defence and security capacity building

At the same time, the Ministry of Foreign Affairs and International Development's DCSD is helping partner countries structure their defence and security tools: 65 military cooperation volunteers and 27 police experts have been briefed to advise the authorities and train high-level managers throughout the Sahel-Saharan strip. Training is the mainstay of the structural cooperation measure, with teaching provided in the 15 regionally-oriented schools set up by the DCSD 15 years ago.

This set of training and expertise projects totalling over €19 million for the region in 2014 is rounded out by bilateral and multilateral measures. The three-year priority solidarity funds (PSFs) to counter terrorism in the Sahelian countries represent a financial commitment of more than €2 million.

Canada has also earmarked €1.5 million for the DCSD to provide Mali and Mauritania with land mobility resources. This move shows just how interested third countries are in the DCSD's cooperation policy in this region of the African continent.

LE PROJET APPUI A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE AU SAHEL (ACTS) : UN CONTINUUM ENTRE SECURITE ET DEVELOPPEMENT

Au sein de la bande sahélo-saharienne, certaines régions restent encore sous-administrées et éloignées des centres de décision. Au-delà du déficit de moyens, le manque de dispositifs de coopération opérationnelle entre les pays de cette zone crée les conditions d'une grande instabilité et d'un contexte sécuritaire tendu qui impacte très largement le développement de ces territoires et les conditions de vie des communautés.

Les organisations terroristes, qui bénéficient déjà à travers la croissance des trafics de sources de financement importantes, trouvent de fait un terrain d'autant plus favorable que les populations vivant sur ces territoires frontaliers sont parmi les plus défavorisées et parfois en opposition avec les États centraux (mouvements indépendantistes), tout particulièrement dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger. La tentation peut ainsi être grande, sinon de rallier les organisations criminelles et terroristes, tout au moins de ne pas en dénoncer les agissements.

Cette situation fait aujourd'hui l'objet d'une attention soutenue de la part de la communauté internationale. Pour autant, si les initiatives se sont multipliées notamment sur le thème de la gestion des espaces frontaliers, une coordination tant au niveau des États qu'au niveau des bailleurs est à engager, en cohérence avec les stratégies de l'ONU, de l'UE et du G5.

L'approche proposée par la France

La France entretient, notamment pour des raisons historiques, une coopération très dense avec les États de la zone sahélo-saharienne, au bénéfice desquels elle fournit une assistance technique civile et militaire importante.



Le sommet de l'Élysée « Paix et Sécurité en Afrique » posait, en décembre 2013, les bases d'une prise en compte concertée et collaborative des problèmes. La déclaration finale soulignait notamment l'importance de l'élaboration d'une solution par et pour les pays concernés, la nécessité d'une coopération internationale entre tous les acteurs, le caractère incontournable du lien sécurité – développement et le rôle essentiel du contrôle des espaces frontaliers.



THE SAHEL CROSS-BORDER COOPERATION ASSISTANCE PROGRAMME (ACTS): A SECURITY-DEVELOPMENT CONTINUUM

Some parts of the Sahel-Saharan strip are still underadministered and far from decision-making centres. In addition to their sparse resources, a lack of operational cooperation arrangements between the strip's countries has given rise to massive instability and a tense security situation that has had a huge knock-on effect on development in these areas and the communities' living conditions.

Terrorist organisations, already reaping the huge financial benefits of the growth in trafficking, find an especially fertile ground here in that the people living in these border areas are among the poorest and sometimes in opposition to the central governments (separatist movements), particularly in the border regions of Burkina Faso, Mali and Niger. It could therefore be highly tempting, if not to seek to rally the criminal and terrorist organisations, at least to refrain from condemning their actions.

The international community is now keeping a close eye on this situation. Yet although we are seeing an increasing number of border management and other similar initiatives, government and donor coordination is needed in line with the UN, EU and G5 strategies.

France's proposed approach

France cooperates very closely with the Sahel-Saharan strip countries, primarily for historical reasons, providing the region with extensive civil and military technical assistance.

In December 2013, the Elysée Summit on Peace and Security in Africa laid the foundations for a concerted, collaborative approach to the problems. The final declaration stressed the importance of the development of a solution by and for the countries concerned, the need for international cooperation between all the stakeholders, the inextricable link between security and development, and the key role of border area control.

Le projet d'Appui à la coopération transfrontalière au Sahel est la conséquence directe de cette rencontre des chefs d'État.

Il se veut ainsi être un instrument favorisant l'élaboration d'une réponse concertée aux problématiques de sécurisation des populations, de contrôle des flux, de retour à l'État de droit et de développement des territoires concernés.

Les principes fondateurs

Une meilleure gestion des espaces frontaliers présuppose une forte coordination interministérielle et, d'autre part, une coordination bilatérale et régionale améliorée entre pays voisins. Par ailleurs, il est important que cette coordination soit souhaitée, élaborée et assumée par les États y compris au niveau politique.

L'édification de doctrines nationales en matière de coordination des services et de coopération transfrontalière facilitera la mise en place d'un cadre de travail dans lequel pourront s'inscrire les pays concernés mais également les initiatives des partenaires techniques et financiers.

L'absence d'articulation entre les projets portés par des bailleurs multiples peut en effet nuire à leur efficacité et à leur appropriation par les structures bénéficiaires. Il est par conséquent capital de faire prendre conscience aux États que les initiatives individuelles des bailleurs, prises isolément et non coordonnées, ne sauraient constituer une réponse pertinente aux problèmes de terrain.

The Sahel Cross-Border Cooperation Assistance project is a direct upshot of this meeting of Heads of State.

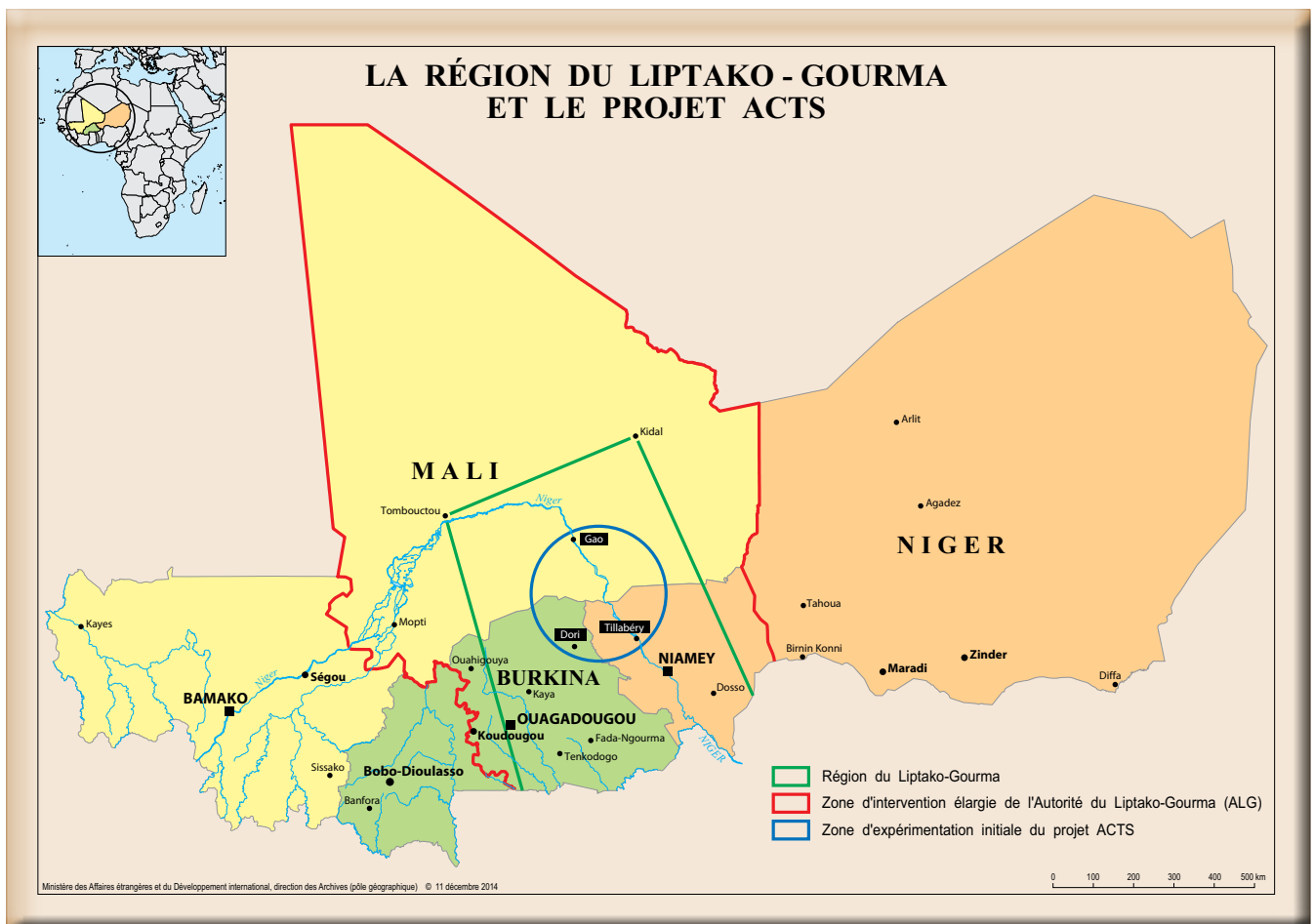
It is a tool designed to help develop a concerted response to the populations' security issues, control of flows, return to a rule of law and development in the regions concerned.

The founding principles

Better border area management calls for close interministerial coordination and closer bilateral and regional coordination among neighbouring countries. It is also important for the countries to want, develop and own this coordination, including at political level.

The definition of national service coordination and cross-border cooperation policies will foster the development of an operational framework within which the countries concerned and the technical and financial partners' initiatives can work.

The absence of a link-up strategy between projects supported by different donors could undermine their effectiveness and their ownership by recipient structures. It is therefore vital for the countries to understand that individual standalone, uncoordinated donor initiatives are not a suitable response to the problems on the ground.



ACTS est conçu comme un projet pilote et novateur, tenant compte des spécificités d'États aux ressources humaines et budgétaires limitées, mobilisant et organisant les moyens existants, dans le cadre d'une démarche inclusive associant l'ensemble des acteurs concernés par les enjeux de la gestion des espaces frontaliers.

Son périmètre ne se limite pas aux seules administrations régaliennes (Police, Défense, Douanes, Justice). Il soutiendra également, dans l'esprit du continuum sécurité-développement, les actions au bénéfice des populations et des communautés frontalières, sans le soutien desquelles toute stratégie de lutte contre les phénomènes criminels transfrontaliers serait vouée à l'échec. Sa démarche est donc largement ouverte aux acteurs locaux sur lesquels reposent le développement des territoires (collectivités locales, acteurs de la société civile dont la coopération décentralisée, etc.).

À travers ACTS, il est ainsi envisagé d'intervenir tant au niveau politique qu'opérationnel, à l'échelle locale, nationale et sous régionale.

Une méthodologie de projet

Conçu comme un projet pilote, ACTS vise à renforcer les États au plan local, et favoriser la coopération entre eux au plan régional. Il soutiendra l'élaboration de solutions de gestion des espaces frontaliers par les États concernés, basées sur la coordination des acteurs (Intérieur, Justice, Défense, Finances) et sur la réconciliation des populations locales avec les États (Développement). Son champ d'action initial pour la création de solutions sera la zone du Liptako Gourma, également dite « des trois frontières » entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Des retours d'expériences dans cette zone, il étendra progressivement son action au plan régional.



ACTS is designed as an innovative pilot project sensitive to the particularities of countries with human and fiscal resources in short supply. It galvanises and organises the available resources in an inclusive approach that associates all the players concerned by the challenges of border area management.

Its reach does not stop at the core administrations (police, defence, customs and justice). In the spirit of the security-development continuum, it will also contribute to actions for the border populations and communities, without the support of whom any strategy to counter cross-border crime would inevitably fail. It is therefore largely open to the local players on whom local development relies (local government, civil society stakeholders including decentralised cooperation bodies, etc.).

With ACTS, the stage is set for both political and operational action at local, national and sub-regional level.

Project methodology

The ACTS pilot project is designed to build countries' local government capacities and promote regional country cooperation. It will support the development of solutions for border area management by the countries concerned, based on the coordination of stakeholders (interior, justice, defence and finance ministries) and on the reconciliation of local populations with central governments (development). Its initial field of action for solutions will be the Liptako Gourma region, also known as the "three-border" area between Burkina Faso, Mali and Niger. Following returns on experience in this area, the project will gradually roll out its action at regional level.



Les moyens mis en œuvre par ATCS

ACTS sera doté de deux millions cinq cent mille euros de crédits d'intervention, hors rémunération de l'assistance technique.

Il sera porté à travers le réseau d'expertise français déjà présent dans la région, qui compte 47 personnels d'assistance technique concernés à divers niveaux par le projet sur les seuls trois pays couvrant le Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger). Élargi à l'échelle du G5 Sahel ce dispositif atteint 63 personnels, sans compter les attachés spécialisés au sein des ambassades. La cohérence du projet sera assurée par un coordonnateur français du MAEDI, placé auprès de l'Autorité du Liptako Gourma.

Une démarche de partenariat, et de soutien identifié pour chaque bailleur



En tant que projet pilote, ACTS est élaboré par concertation directe des trois pays bénéficiaires au plus haut niveau, et ses activités programmées au regard des besoins du terrain. Cette démarche permet l'utilisation de ses acquis au sein de projets à plus large échelle. Il sera également mené une démarche d'identification de projets, susceptibles d'être conduits par d'autres bailleurs (ou groupement de bailleurs).

Principales étapes d'ACTS

- 2014 : élaboration et adoption du projet, recrutement d'un coordonnateur.
- Décembre 2014 – Janvier 2015 : élaboration des termes de référence de la mission d'appui à l'élaboration des doctrines nationales, sélection d'un opérateur.
- Février 2015 : installation du coordonnateur auprès de l'Autorité du Liptako Gourma, séminaire de lancement officiel du projet.
- Février 2015 – Juin 2015 : appui à l'élaboration des doctrines nationales, création du fonds d'appui et identification de projets, réalisation des premières identifications.
- Février 2015 – Décembre 2015 : organisation des coordinations nationales, construction des sites pilotes et début des actions.

ACTS' resources

ACTS will have a budget of €2.5 million in intervention appropriations, excluding remuneration for technical assistance.

It will be run by the French network of expertise already working in the region with 47 technical assistance staff at the different project levels in the three countries comprising Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali and Niger). Once extended to the Sahel G5, the project will take in 63 staff not counting specialised embassy attachés. Project cohesion will be the responsibility of a French Ministry of Foreign Affairs and International Development (MAEDI) coordinator working at the Liptako Gourma Authority.

A partnership approach and support identified for each donor

As a pilot project, ACTS is developed in direct top-level cooperation with the three recipient countries and its activities are programmed in keeping with needs on the ground. This approach means that its achievements can be replicated in larger scale projects. It will also identify projects able to be conducted by other donors (or groups of donors).

Main ACTS stages

- 2014: Project development and adoption, and recruitment of a coordinator.
- December 2014 – January 2015: Definition of the terms of reference for the mission to assist with the development of the national doctrines, and selection of an operator.
- February 2015: Establishment of a coordinator at the Liptako Gourma Authority and seminar to officially launch the project.
- February 2015 – June 2015: Assistance with the development of the national doctrines, creation of the project support and identification fund, and completion of the first identifications.
- February 2015 – December 2015: Organisation of the national coordination bodies, construction of the pilot sites and start of actions.



Un projet aussi bien au profit du développement...

Afin d'assurer la stabilité de ce territoire frontalier dans la durée, il est nécessaire, au-delà du volet sécuritaire, de compléter notre dispositif d'intervention par la mise en œuvre d'actions de gouvernance et de développement dans la zone du Liptako Gourma.

L'évaluation menée cette année sur l'appui français à la gouvernance territoriale établit en effet un lien direct entre les modes de gouvernance locale et la stabilité des territoires. L'évaluateur (Christophe Mestre, du CIEDEL) indique notamment que « La paix sociale et les questions sécuritaires, en lien avec les perspectives ouvertes par la coopération transfrontalière, sont, dans beaucoup de pays, des enjeux convergents entre les citoyens, les élus et les dirigeants nationaux [...] La décentralisation et la mise en place de systèmes de gouvernance territoriale permettent [...] de mettre en place un tapis d'absorption de crises qui peuvent ainsi être gérées à l'échelle locale, »

Le rapport indique par ailleurs que « l'existence de collectivités territoriales fortes favorise par ailleurs le développement de coopérations transfrontalières et la mise en place de mécanisme formel ou informel de contrôle des flux, d'information sur les mouvements transfrontaliers et *in fine* de sécurisation des territoires et des frontières. »

Le projet ACTS met à profit ces enseignements. Figurent en effet parmi ses objectifs opérationnels l'appui à l'organisation de cadres de concertation transfrontaliers pilotés par les collectivités locales permettant, notamment, l'identification de projets locaux de développement dans les secteurs sociaux de base (éducation, santé, eau et assainissement...) et leur financement à travers un fonds d'appui à ces initiatives de développement local hébergé au sein de l'Autorité du Liptako Gourma, et mis en œuvre en lien avec le Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA.

A project for development...

If our intervention measure is to make for sustainable stability in this border region, it has to extend beyond the security track to take in governance and development actions in the Liptako Gourma zone.

This year's evaluation of French assistance for local governance finds a direct link between local governance methods and local stability. The evaluator (Christophe Mestre, CIEDEL) states in particular that, "Social peace and security, in conjunction with the prospects opened up by cross-border cooperation, are, in many countries, convergent issues between citizens, elected representatives and national leaders (...). Decentralisation and the introduction of local governance systems have (...) created a crisis absorption buffer whereby crises can now be managed locally."

The report goes on to say that, "Strong local authorities also further the development of cross-border cooperation and formal or informal flow control, cross-border movement information and ultimately local and border security mechanisms."

The ACTS project has drawn on these lessons to include in its operational objectives assistance with setting up cross-border dialogue steered by local authorities to identify local development projects in basic social sectors (education, health, water and sanitation, etc.) and their financing by a fund to support these local development initiatives hosted by the Liptako Gourma Authority and run in association with the WAEMU Local Authorities Council (CCT).



... que du domaine de la justice

Le projet ACTS vise à créer les conditions permettant la mise en place d'une coordination effective entre les acteurs impliqués dans la gestion des frontières à différents niveaux : national, bilatéral et régional. À cet effet, créer le lien entre les forces opérationnelles et les magistrats est essentiel.

Au niveau national, les actions cibleront non seulement le renforcement des capacités mais s'attacheront à créer une culture de travail commune entre policiers et magistrats en soutenant les espaces de concertation.

Une gestion des frontières efficace suppose d'impliquer et de créer les conditions de réalisation d'enquêtes transfrontalières à l'image des grands trafics et des phénomènes terroristes qui se jouent des frontières. À cet effet, un soutien à la mise en œuvre d'une entraide judiciaire effective entre les pays bénéficiaires sera apporté en appuyant les structures dédiées (bureau de coopération judiciaire et d'entraide pénale internationale placé au sein du ministère de la Justice).

Enfin, au niveau des pays du G5 Sahel, les échanges de bonnes pratiques et d'informations, le renforcement de l'expertise entre les magistrats, via l'appui à des plateformes et des réseaux existants mis en place par l'ONUDC, sera favorisé (réseau WACAP : réseau des procureurs d'Afrique de l'Ouest, plateforme Sahel réunissant la Mauritanie, le Niger, le Mali et le Burkina Faso).



... and a project for justice

The ACTS project sets out to create the conditions for the effective coordination of players involved in the different levels of border management: national, bilateral and regional. Key to this is the creation of a link between operational forces and the courts.

Nationally, the actions will target capacity building and the development of a common working culture for police officers and judges by supporting cooperative forums.

Efficient border management calls for the use of and creation of conditions for cross-border surveys to paint a picture of the main trafficking and terrorist phenomena in cross-border areas. To this end, support will be provided to dedicated structures (Ministry of Justice office for legal cooperation and international mutual legal assistance in criminal matters) to drive up effective mutual legal assistance between recipient countries.

In addition, steps will be taken to promote exchanges of best practices and information and build judges' expertise at Sahel G5 country level by means of support to existing platforms and networks set up by UNODC (WACAP network: network of West African prosecutors, a Sahelian platform covering Mauritania, Niger, Mali and Burkina Faso).



LES FSP CONTRIBUANT A LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La France met aussi en œuvre des projets tournés davantage vers les forces de sécurité intérieure et la justice pour lutter contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne. Il s'agit de projets du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) du ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

Le projet « justice et sécurité en région sahélo-saharienne » (JUSSEC) a permis de juillet 2009 à juillet 2014 et pour un budget global de 4 millions d'euros de mener des actions de coopération (audits, formations, séminaires, équipements) au profit des forces de sécurité intérieure et de la justice de la Mauritanie, du Mali et du Niger afin de renforcer leurs capacités civiles au regard des menaces liées au terrorisme et aux grands trafics susceptibles de le financer. Ce projet a permis de mettre en place et de renforcer les pôles judiciaires spécialisés, les services de sécurité intérieure d'enquête pour la lutte contre le terrorisme et les trafics et les services douaniers spécialisés. Une coopération régionale entre les trois pays a été amorcée depuis un an.



Afin de compléter ce dispositif, le Sénégal et le Tchad bénéficient de projets qui leur sont propres.

Projet du FSP « projet d'action contre le terrorisme » (PACT)

Dans un contexte sous-régional dégradé où la menace terroriste augmente en intensité, du fait de la crise au Nord-Mali et d'une radicalisation insidieuse des couches les plus défavorisées de la société sénégalaise, le projet PACT a pour objectif de renforcer les capacités des services de la police et de la gendarmerie du Sénégal impliqués dans la lutte contre cette menace (prévention, protection, poursuite judiciaire et intervention).

Lancé en octobre 2013 avec un budget de 700 000 € pour trois ans, le projet PACT s'articule autour de trois axes force :

- l'anticipation du risque terroriste qui consiste à renforcer les capacités des services de sécurité et de renseignement ;
- la mise en œuvre d'obstacles à l'action terroriste qui vise à améliorer les capacités opérationnelles d'intervention et la protection de personnalités ;
- la recherche et l'administration de la preuve qui doit être améliorée par l'emploi de techniques d'investigation modernes et l'élaboration de procédures judiciaires adéquates.

PSFS HELPING TO FIGHT TERRORISM

France also has projects focusing more on domestic security forces and justice to counter terrorism in the Sahel-Saharan strip, in the shape of Ministry of Foreign Affairs and International Development Priority Solidarity Fund (PSF) projects.

The €4 million Justice and Security in the Sahel-Saharan Region (JUSSEC) project conducted cooperation actions (audits, training, seminars and equipment) with domestic security forces and justice bodies in Mauritania, Mali and Niger from July 2009 to July 2014 to build their civil capacities to handle terrorism threats and the major trafficking liable to finance it.

This project set up and built the capacities of specialised judicial clusters, domestic security investigation departments to counter terrorism and trafficking, and specialised customs services. Regional cooperation between the three countries was launched a year ago.

Senegal and Chad have been given their own projects to round out this measure.

The PSF Counter-Terrorism Action Project (PACT)

The PACT project has been briefed to build the capacities of Senegal's police officers assigned to counter the threat of terrorism (prevention, protection, legal action and intervention) in a highly unstable sub-regional environment where the threat of terrorism has spiralled due to the crisis in Northern Mali and the insidious radicalisation of the poorest levels of Senegalese society.

The three-year PACT project was launched in October 2013 with a budget of €700,000 and a three-point brief:

- *Anticipation of the risk of terrorism, entailing building the capacities of the security and intelligence services;*
- *Development of obstacles to terrorist action, designed to improve operational intervention capacities and VIP protection;*
- *Gathering and producing evidence, to be improved with the use of modern investigation techniques and the development of suitable legal procedures.*



Projet du FSP « appui à la lutte antiterroriste au Tchad » (ALATT)

Comme les autres pays de la région, le Tchad subit les conséquences de la crise au nord-Mali, mais il doit faire face aussi aux menaces liées au regroupement d'éléments djihadistes à ses frontières (Niger, Sud Libye, Soudan), à l'extension de l'activité de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad et à la présence d'éléments « rebelles » susceptibles d'alliances avec les membres de ces groupes terroristes. Le projet ALATT s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités des services de la police et de la gendarmerie du Tchad impliqués dans la lutte contre cette menace.

Lancé en septembre 2014 avec un budget de 600 000 € pour trois ans, le projet ALATT se décline en trois volets principaux :

- Le volet préventif/dissuasif et coordination
L'anticipation et l'identification du risque terroriste qui consiste à renforcer les capacités des services de renseignement, mais aussi celles des autres services de la Police nationale dans la mise en place de processus de prévention et dissuasion.

La coordination entre services portant sur l'échange d'informations, d'éléments de preuve et plus particulièrement en ce qui concerne les aspects « renseignements » et « judiciaires ».

- Le volet opérationnel/répressif
La neutralisation d'individus ou groupes représentant une menace par la mise en œuvre d'obstacles à l'action terroriste. Cet aspect vise à améliorer les capacités opérationnelles d'intervention et la protection des personnalités exposées.

- Le volet investigation/judiciaire
La recherche et l'administration de la preuve en vue de mettre en place une judiciarisation systématique des infractions devant des juridictions spécialisées.



PSF Counter-Terrorism Support in Chad (ALATT) project

As with the other countries in the region, Chad has been hit by the repercussions of the crisis in Northern Mali. Yet the country is also faced with threats from jihadist elements gathering on its borders (Niger, Southern Libya and Sudan), Boko Haram's incursion into the Lake Chad basin and the presence of "rebel" elements that could form alliances with the members of these terrorist groups. The ALATT project is part of a move to build the capacities of the Chad police services assigned to counter this threat.



The three-year ALATT project was launched in September 2014 with a budget of €600,000 and three main tracks:

- *The preventivedissuasive and coordination track
Anticipation and identification of the terrorist risk, consequently building the capacities of the intelligence services and the capacities of the other national police services to set up prevention and dissuasion processes.*

Coordination among services for exchange of information and evidence especially on "intelligence" and "judicial" aspects.

- *The operational/enforcement track
Neutralizing individuals and groups representing a threat, putting up obstacles to terrorist action. This aspect is designed to improve operational intervention capacities and VIP protection.*

- *The investigativeljudicial track
Gathering and producing evidence with a view to introducing systematic court handling of offences by specialised courts.*

LA 3^E DIMENSION : COMPOSANTE ESSENTIELLE DANS LA GESTION DES ESPACES FRONTALIERS

La gestion des espaces frontaliers dans le Sahel consiste, pour les pays concernés, à renforcer la sécurité dans ces zones souvent délaissées afin de protéger les populations et leur permettre de se développer. Cette sécurité est dévolue aux forces de défense et de sécurité, les douanes et la justice. Mais ces espaces représentent de telles superficies de territoire qu'une surveillance à partir d'aéronefs s'avère nécessaire. En effet, l'observation à partir du ciel est beaucoup plus efficace pour renseigner les éléments au sol et, si nécessaire, l'intervention armée peut être déterminante. Enfin, les aéronefs peuvent être utilisés pour intervenir en urgence au profit des populations (transmission d'alerte, transport de matériel, évacuation).

C'est pourquoi le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal développent des capacités d'observation à partir d'avions ultralégers motorisés (ULM). Ces appareils, à coût modéré et simples d'entretien, permettent de couvrir de grands espaces pendant plusieurs heures afin de déceler d'éventuels trafiquants ou rebelles.

La DCSD appuie le développement de ces aviations légères d'observation (ALO) au Mali, au Niger et au Burkina Faso par des actions de conseil et de formation, et de l'aide logistique incluant en particulier la fourniture d'ULM. Elle appuie aussi l'ambition de la gendarmerie sénégalaise de développer une telle capacité en appui de ses escadrons de surveillance et d'intervention déployés pour contrôler le territoire et les flux à proximité des frontières.

Pour lutter contre le terrorisme sur son territoire, le Niger a par ailleurs demandé à la France de l'aider à développer une capacité d'hélicoptères de combat. Trois Gazelle armées ont été cédées par la France en 2012 et la DCSD forme depuis deux ans 9 pilotes et 12 mécaniciens pour permettre au Niger de s'approprier cette capacité de combat aéromobile.

Enfin, le Sénégal a décidé en 2010 de redynamiser son école de l'air à Thiès pour former ses pilotes d'avions et d'hélicoptères ainsi que ses mécaniciens. La coopération française accompagne la montée en puissance de cette école en apportant l'expertise d'un pilote et d'un mécanicien. Le Sénégal a pour ambition d'ouvrir cette école aux pays de la sous-région qui souhaiteraient développer une armée de l'air apte à participer au contrôle des espaces frontaliers.



THE 3RD DIMENSION: A KEY COMPONENT OF BORDER AREA MANAGEMENT

For the countries concerned, border area management in the Sahel consists of improving security in these often-neglected zones in order to protect the populations and enable their development. Responsibility for this security is assigned to the defence and security forces, customs and the justice system. Yet these areas of land are so massive that aircraft have to be used for surveillance. Airborne observation is a much more effective way of gathering information on elements on the ground and can make any armed intervention decisive. The aircraft can also be used for emergency interventions for the populations (alert relaying, equipment transport, evacuation).

Mali, Niger, Burkina Faso and Senegal are therefore developing their observation capacities using microlights. These low-cost, easy-maintenance aircraft can cover huge expanses for hours on end seeking out smugglers and rebels.

The DCSD supports the development of these light observation aircraft (LOA) in Mali, Niger and Burkina Faso with advice and training, and logistical assistance including the supply of microlights. It also supports the Senegalese Gendarmerie's aspiration to develop this capacity to assist its surveillance and intervention squads deployed nationwide and to control flows along the borders.

Niger also asked France to help it develop an attack helicopter capacity for its national counter-terrorism strategy. France provided Niger with three attack Gazelles in 2012 and the DCSD has been training nine pilots and 12 mechanics for the last two years so that Niger can take ownership of this airborne combat capacity.

In 2010, Senegal decided to revitalise its air force academy in Thiès to train its plane and helicopter pilots and its mechanics. The French cooperation network assisted with the school's upgrade, providing it with the expertise of a pilot and a mechanic. Senegal is now looking to open the school to countries in the sub-region seeking to develop armed forces capable of helping to control the border regions.



EUPST : UNE APPROCHE SECURITAIRE AU PROFIT DE L'UNION AFRICAINE

Le projet « European Police Services Training » au Cameroun vise à répondre au problème du chaos civil (terrorisme, criminalité, violences intercommunautaires...) qui surviennent dans les situations où l'État est absent. Depuis 2000, l'Union européenne s'est donnée pour objectif de développer des capacités de police « robuste », aptes à rétablir l'ordre dans des contextes très dégradés, au besoin sous commandement militaire. Financé par l'instrument de stabilité de l'UE (5,6 millions sur la période 2012-2014), ce projet permet d'entraîner ensemble les contingents de l'Union européenne, de l'ONU, de l'OSCE et de l'Union africaine (il concerne au total 20 pays et 5 organisations internationales).

Dans le cadre de ce projet, la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense du MAEDI a organisé un entraînement au sein de l'École internationale des Forces de sécurité (EIFORCES) du Cameroun, entre le 24 mars et le 25 avril 2014, au profit des policiers et des gendarmes francophones de l'Union africaine destinés à intervenir dans des missions de paix. Elle a rassemblé 565 organisateurs et stagiaires de 20 pays (Cameroun, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Congo, Gabon, Niger, Tchad, Togo, RCI, RCA, Madagascar, Mali, Sénégal, Italie, France, Espagne, Pays-Bas, Roumanie) et les représentants des principales organisations internationales concernées (UA, UE, CEEAC, UN-DPKO, UNHCR, CICR).

Pour la première fois sur le continent africain, des policiers et des gendarmes étaient formés aux hypothèses d'emploi les plus exigeantes. Ainsi l'exercice final simulait la découverte d'un charnier en terrain miné, dans une zone d'affrontement. Il supposait la mise en œuvre combinée de capacités d'enquête criminelle en lien avec la justice pénale internationale, de déminage, de maintien de l'ordre, d'escorte d'autorités, de gestion d'un centre de détention et des interactions avec la société civile et les ONG. Autre innovation, l'équipe d'organisation rassemblait des Camerounais (directeurs de l'exercice), des Congolais, des Français (dont les coopérants de l'EIFORCES), des Italiens, des Espagnols et des Néerlandais... pour une activité conduite en langue française, très pratiquée sur les théâtres d'opérations des OMP africaines.

Décollant d'un programme de l'Union européenne, s'adressant à l'Union africaine, mis en œuvre via les canaux de la coopération bilatérale franco-camerounaise, cet événement inaugure une nouvelle ère de la coopération, au cœur de l'approche dite globale.

EUPST: A SECURITY APPROACH FOR THE AFRICAN UNION

The European Police Services Training project in Cameroon is set up to respond to civil chaos (terrorism, crime, intercommunity violence, etc.) in failed state situations. Since 2000, the European Union has been working on developing "robust" police capacities law and order in degenerated situations where necessary. funded by the EU instrument (€5.6 million for period) is EU, UN, OSCE and African Union contingents (a total of 20 countries and five international organisations).



In association with this project, MAEDI's Directorate for Security and Defence Cooperation held a training course for French-speaking African Union police officers and gendarmes working on peace-keeping missions at Cameroon's International Security Forces College (EIFORCES) from 24 March to 25 April 2014. The course was attended by 565 organisers and students from 20 countries (Cameroon, Algeria, Benin, Burkina Faso, Burundi, Congo, Gabon, Niger, Chad, Togo, Côte d'Ivoire, Central African Republic, Madagascar, Mali, Senegal, Italy, France, Spain, Netherlands and Romania) and by representatives from the main international organizations concerned (AU, EU, ECCAS, UN-DPKO, UNHCR and ICRC).

In a first for the African continent, police officers and gendarmes were trained to respond to the toughest scenarios. The final exercise simulated the discovery of a mass grave in a minefield in a conflict zone. This called for the combined use of criminal investigation capabilities in association with the international criminal justice system, demining skills, law and order capacities, VIP escort facilities, the management of a detention centre, and interactions with civil society and NGOs. In another first, the organisational team rallied Cameroonians (exercise leaders), Congolese, French (including EIFORCES cooperation volunteers), Italians,

Spanish, Dutch and more for an activity conducted in French, widespread all over the African peacekeeping operations areas.

This spin-off event from an EU programme for the African Union managed by French-Cameroonian bilateral cooperation channels ushers in a new era of cooperation as a pillar of what is known as the comprehensive approach.



LUTTE CONTRE EBOLA, LES MOYENS STRUCTURELS DÉPLOYÉS EN GUINÉE CONAKRY

La formation des unités de protection civile (UPC) est un travail de longue haleine qui a débuté en 2012 lors de la création d'un poste de coopérant expert en Protection Civile en Guinée. Il s'agissait de permettre aux autorités guinéennes d'installer à l'intérieur d'un pays qui était dénué de tous moyens de secours 4 compagnies spécialisées dans la gestion des catastrophes. Financée par la DCSD et par l'UE, cette formation a débuté par la formation générale initiale (FGI) réalisée en juillet 2013 pendant 3 semaines par 5 formateurs venus de France. Ainsi, 200 hommes des deux premières UPC ont été formés.

La formation de spécialité initiale (FSI) plus technique avait été planifiée en novembre – décembre 2014. Elle devait être effectuée pendant 9 semaines par 31 militaires du 1er RIISC formant la « Section Nimba ». Malheureusement, entre la FSI et la FGI, le pays a été touché massivement par une épidémie de fièvre hémorragique Ebola qui a causé jusqu'à présent la mort de plus de 1300 Guinéens. Malgré tout, la DCSD a souhaité maintenir ses actions de coopération en Guinée au nom d'une certaine cohérence : on ne peut pas former des spécialistes de la gestion de catastrophes et refuser de s'engager quand la catastrophe survient. Dans ce contexte, la formation avec des aménagements drastiques pour garantir la sécurité sanitaire des formateurs a été maintenue.

À la demande des autorités guinéennes, il a toutefois été décidé de rajouter aux 8 modules de formation initiaux un module supplémentaire dit « module Ebola » destiné à former le personnel des UPC comme hygiénistes et à leur permettre de maîtriser tout le protocole d'habillage et de déshabillage pour pouvoir transporter des personnes infectées par le virus. Cet aménagement a été d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'il a pu s'appuyer sur une compétence de base de la « Section Nimba » composée de spécialistes Nucléaire, Radiologique, Bactériologique, Chimique (NRBC).

À l'issue de cette formation, la Guinée disposera de deux compagnies formées, équipées et entraînées qui seront engagées en première ligne dans les centres de traitement Ebola (CTE) afin de contribuer à la lutte contre l'épidémie.



ROLLING BACK EBOLA – STRUCTURAL RESOURCES DEPLOYED IN GUINEA

Training civil protection units (CPUs) is a long-term assignment. It started in 2012 with the creation of a position in Guinea for a cooperation volunteer specialised in civil protection. This move was designed to give the Guinean authorities the wherewithal to set up four companies specialised in disaster management in a country that had no civil emergency services whatsoever. The training funded by the DCSD and the EU kicked off with a three-week general basic training (GBT) course led by five trainers from France in July 2013. It was attended by 200 men in the first two civil protection units.



The more technical nine-week speciality basic training (SBT) course was scheduled for November-December 2014 for 31 soldiers from the 1st Civil Security Instruction and Intervention Regiment making up the Nimba Section. Unfortunately, between the GBT and the SBT, a massive outbreak of the Ebola haemorrhagic fever epidemic swept through the country, taking the lives of over 1,300 Guineans to date. Yet despite this situation, the DCSD decided to keep its cooperation actions going in Guinea for the sake of consistency: you cannot train disaster management experts and then refuse to get involved when disaster hits. So training continued against this backdrop with major changes made to guarantee the trainers' protection from this virus.

At the request of the Guinean authorities, however, it was decided to add an "Ebola module" to the eight basic training modules to train CPU personnel as sanitary technicians, teach them the protocol for putting on and removing the protective clothing when transporting people infected by the virus. This development was easy to introduce since the Nimba Section already had basic expertise as Chemical, Bacteriological, Radiological, Nuclear (CBRN) experts.

On completion of this training, Guinea will have two trained, equipped, practised companies working on the front line in the Ebola treatment centres (ETCs) to help roll back the epidemic.

INTERVIEW DU MÉDECIN CHEF DES SERVICES HORS CLASSE (MCSHC) RENÉ MIGLIANI



Sa mission, d'une durée de 6 mois comme conseiller auprès du coordinateur national de la lutte contre Ebola, est financée par la DCSD

Quel est précisément votre mandat en Guinée ?

Je suis chargé d'apporter mon expertise pour la mise en place d'une architecture générale de lutte contre le virus Ebola et pour assister le coordinateur national guinéen, le docteur Sakoba Keita, dans la mise en synergie des aides apportées par les différents contributeurs nationaux ou internationaux dans leur lutte contre le virus.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confronté ?

Certaines sont très communes telles que les coupures de courant fréquentes à Conakry qui peuvent momentanément perturber le travail mais également une certaine forme de solitude car paradoxalement, ma fonction qui requiert un investissement très important et m'amène à fréquenter de nombreuses personnes, m'empêche souvent de prendre du recul. Il est difficile de pouvoir prendre le temps nécessaire pour échanger plus posément avec d'autres acteurs de la gestion de cette crise, et faire baisser le niveau de tension qui nous affecte tous dans notre tâche.

Que vous a apporté votre carrière militaire dans la réalisation de votre mission ?

En premier lieu une expérience très concrète de gestion de crises sanitaires ou d'engagement humanitaire dans le cadre de mes fonctions précédentes telles que, pour ne citer que les missions se rapportant à l'Afrique, la gestion de l'épidémie de choléra à Madagascar de 1999 à 2001, la gestion d'une importante épidémie de paludisme dans les forces armées françaises en Côte d'Ivoire en 2003 ou encore une mission de soutien d'un secteur sanitaire et d'une dizaine de camps regroupant 8 000 déplacés au profit des déplacés du Burundi en 1994.

Mais également une habitude et une capacité à travailler avec des acteurs très divers tous impliqués dans la gestion de la crise tels que les institutionnels des services de santé civils ou militaires aussi bien français que guinéens, les associatifs, les humanitaires, tout en sachant adapter son langage à son interlocuteur.

Enfin, une certaine rusticité propre aux spécialistes de santé des armées habitués aux départs dans l'urgence sans nécessairement savoir dans quelles conditions matérielles ils évolueront et quand la mission sera terminée.

INTERVIEW WITH RENÉ MIGLIANI, SENIOR CHIEF MEDICAL OFFICER

His six-month assignment as Advisor to the National Ebola Action Coordinator is funded by the DCSD

What exactly is your assignment in Guinea?

My brief is to provide expertise for the creation of a general architecture to roll back the Ebola virus and to help the national Guinean coordinator, Doctor Sakoba Keita, effectively combine the aid provided by the different national and international contributors in their action to counter the virus.

What problems are you faced with?

Some are very common problems such as the frequent power cuts in Conakry that intermittently disrupt our work, but there is also a certain form of solitude since my job, which calls for such a massive personal

investment and brings me into contact with so many people, paradoxically often prevents me from being able to take the distance I need. It is hard to find the time to discuss matters more



calmly with other players involved in managing this crisis and to ease the tension we all feel in our jobs here.

How has your military career helped you in this work?

First of all, there is my hands-on experience of health crisis management and humanitarian emergencies in my previous positions such as, to name but the African missions, the management of the cholera epidemic in Madagascar from 1999 to 2001, a massive malaria epidemic in the French armed forces in Côte d'Ivoire in 2003, and a support mission for a health sector and a dozen displaced persons camps totalling 8,000 people to help displaced persons in Burundi in 1994.

Yet there is also the fact that I am used to working with a whole host of different players all involved in managing the crisis – such as French and Guinean civil and military health service officials, associations and humanitarian organisations – and to adjusting the way I speak to each player.

Then there is something of a battle-hardened attitude that you find among health experts working in the armed forces who are used to dashing off to emergencies without necessarily knowing what material conditions they will find or when the mission will end.



VOS CONTACTS

DIRECTION

Marin GILLIER (VAE (M))

Directeur de la coopération
de sécurité et de défense
Tél. 01.43.17.88.20

**Thierry VANKERK-HOVEN**

Directeur Adjoint
Tél. 01.43.17.88.22



CHARGÉS DE MISSION

Jean-Baptiste TROUCHE (CC (M))

Contrôle de gestion
Tél. 01.43.17.83.75

**Caryl TALMA (CDT (T))**

Communication
Tél. 01.43.17.93.04

**Vincent de CRAYENCOUR (CF (M))**

Conseil et prospective / section liaison entreprises /
Colloques et accords
Tél. 01.43.17.99.32

**Philippe SEIGNEURIN**

Chef du bureau Colloques et accords
Tél. 01.43.17.97.69



BUREAUX SPÉCIALISÉS

Serge MULLER

Chef du Bureau des Survols
et Escales navales
Tél. 01.43.17.87.50

**Florent PRIEUR**

Bureau des Survols
et Escales navales
Tél. 01.43.17.99.57

**Yoann CHAZALET**

Bureau des Survols
et Escales navales
Tél. 01.43.17.80.52



SECRETARIAT

Véronique SECO (ADC (T))

Chef du secrétariat
Tél. 01.43.17.94.24

**Régis GIARETTA (CCH (T))**

Tél. 01.43.17.88.37

**Benoît WISHAUP (CCH (T))**

Tél. 01.43.17.88.36



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Bertrand de REBOUL (COL (T))

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.42

**Christian PIOT (LCL (T))**

Pays sahélo-sahariens
Tél. 01.43.17.94.04

**Xavier CHATILLON (LCL (G))**

Afrique australe et de l'Est/
Océan indien
Tél. 01.43.17.93.86

**Pierre de SOLAGES (LCL (T))**

Afrique de l'Ouest (pays côtier)
Tél. 01.43.17.88.32

**Tanguy EON DUVAL (LCL (T))**

Afrique centrale
Tél. 01.43.17.82.42



MONDE

Erwan de GOUELLO

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.94.22

**Daniel COURSIN (COL (T))**

Asie (hors Asie centrale)
Tél. 01.43.17.80.55

**Christian QUEFFELEC (CF (M))**

Maghreb / Égypte / Amérique latine
Tél. 01.43.17.83.20

**Frédéric MELMOUX (LCL (A))**

Moyen-Orient
Tél. 01.43.17.88.85

**Philippe BOCQUET (LCL (A))**

Europe/Caucase/Asie centrale
Tél. 01.43.17.81.17



QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

Pascale TRIMBACH-ROGNON

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.82.91

**Jena-Philippe ROTH (COM DIV (P))**

Coopération technique/
sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.11

**Jacques MASSON (CDT (P))**

Coopération technique/
sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.20

**Pierre MARIE-JEANNE (COL (T))**

Protection civile/Déminage
Tél. 01.43.17.54.59

**Agathe VASSELIN (CRC2 (M))**

Sécurité maritime/
soutien à la paix/G8
Tél. 01.43.17.61.11

**Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))**

Conseiller gendarmerie/EI/FORCES/ CPPJ
Tél. 01.43.17.65.45

**Nora ZELAZLI (CF (M))**

Appui aux OR africaines/
coopération internationales en Afrique
Partenariats UE - Afrique/OMP/ONU
Tél. 01.43.17.80.68



MOYENS

Hervé-Dominique BRODA (COL (T))

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.43

**Alain JOLLY (CRC1 (A))**

Chef de Bureau
Juridique et Finances
Tél. 01.43.17.97.80

**Eric JOSSET (LCL (T))**

Chef de Bureau Personnels
Tél. 01.43.17.97.85

**Karim SAA (LCL (T))**

Chef de Bureau
Formation et Stages
Tél. 01.43.17.81.34

**Gilles BUREL (LCL (T))**

Chef de Bureau Logistique/
section liaison entreprises
Tél. 01.43.17.81.90



DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse : 57, boulevard des Invalides - 75007 Paris

Site internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense